

5 questions à Pascal Bultel

Animateur du groupe «Économie circulaire» de Space'ibles

Les sujets relatifs à la “durabilité des produits” et “au respect de l’environnement” sont primordiaux aujourd’hui, mais qu’en est-il dans le domaine du spatial ?

Cette question est très intéressante car on sous-estime l’implication du secteur spatial dans la question environnementale.

Cela fait plus d’une décennie que le secteur spatial travaille sur ce sujet et répond à de nombreuses problématiques. Seulement, la prise de conscience mondiale sur les sujets environnementaux ne s’est accélérée que récemment. Les actions prises durant toutes ces années ont eu une faible couverture médiatique car l’intérêt général pour les sujets environnementaux n’était pas celui que nous connaissons aujourd’hui.

La mesure “REACH” de l’U.E. visant à l’élimination des corps les plus polluants a joué un rôle significatif. La mesure date d’il y a douze ans. Pour sa part, le CNES a travaillé, au niveau de ses charges utiles, afin de les équiper d’un système de désorbitation. L’objectif est de permettre aux satellites de descendre plus rapidement en vue de libérer le domaine orbital, ce qui réduit les risques de collisions des sources de débris. Aujourd’hui ce qui est en phase dans notre groupe prospectif de Space’ibles avec l’actualité

est le fait que l’on parle de réutilisation et d’extension de la durée de vie des objets. Il n’existe malheureusement pas de régulation internationale du contrôle des objets envoyés dans l’espace. Les entités existantes n’ont pas cette attribution. Il ne serait pas surprenant que dans quelques années une démarche internationale de suivi des opérations spatiales prenne corps.

Quel est l’état actuel de l’environnement orbital ?

Si le nombre de charges utiles en fin de vie s’est accru, il faut savoir que celles-ci disparaissent naturellement en brûlant dans l’atmosphère lors de leur descente. Donc on peut dire dans une certaine mesure que l’espace dispose d’une fonction d’auto-nettoyage pour les orbites basses.

La prise de conscience des nombreux acteurs internationaux est croissante, notamment

pour la protection de certaines orbites. Le CNES a mis en place diverses mesures (systèmes de désorbitation etc.) afin de se conformer à la loi des opérations spatiales qui vise à protéger l’espace. Il faut aussi souligner que contrairement à ce que l’on peut imaginer, le New Space n’a pour l’instant pas conduit à une forte augmentation du nombre de charges utiles.

De plus la taille de ces dernières est souvent moindre. Elles sont donc moins à craindre que certains gros débris (non européens) datant des années 1960 à 1980. A titre d’exemple, un seul de ces gros débris pèse autant que tous les satellites du New Space lancés en un an. L’ESA a travaillé avec plusieurs sociétés en Europe afin de développer et tester des systèmes de capture de débris. Les technologies de base ont été testées, ces dernières pourraient être opérationnelles en quelques années.



Vers quoi voudrions-nous tendre et surtout combien de temps nous laissons-nous pour améliorer la situation ?

C'est une très bonne question. Il faut savoir qu'il n'existe pas de politique mondiale coordonnée sur le sujet de l'espace. Chaque pays agit indépendamment même si l'Europe est très clairement impliquée dans le domaine de l'économie circulaire.

Nous souhaitons améliorer l'ensemble des domaines du secteur spatial. C'est une démarche à long terme car nos cycles industriels sont longs et parce que nous travaillons sur un ensemble de thèmes.

Cependant, au-delà de l'Europe, ceux qui ont des systèmes plus anciens (notamment des lanceurs à propulsion stockable), font aussi de très gros efforts pour devenir propres. Ces systèmes devraient disparaître dans la prochaine décennie et seront remplacés par des systèmes beaucoup plus modernes et plus propres.

Nous dépendons de la législation française et plus précisément de la loi sur l'économie circulaire dont l'objectif à long terme est d'avoir un cycle industriel rénové et respectueux de l'environnement. La filière industrielle dispose du temps nécessaire pour agir dans les différents domaines : occupation des orbites, recyclage, suppression à terme des éléments toxiques. Le spatial des années 2040 aura vu de nombreux efforts porter leurs fruits.

Que pouvons-nous attendre de ce groupe "Economie circulaire dans l'espace" ?

Une de nos ambitions est de faire que des mesures locales, qui rencontrent un franc succès, soient étendues à de multiples secteurs spatiaux. La force de ce groupe est d'être constitué d'industriels, d'agences et d'un opérateur ce qui le rend beaucoup plus représentatif, donc crédible.

Aujourd'hui nous sommes très intéressés par ce qui touche aux bonnes pratiques de chacun dans son domaine d'activité. Cela commence par la prise en compte de la notion de bilan carbone.

Quels thèmes avez-vous abordés durant la dernière réunion du groupe et quelles sont les prochaines étapes ?

À la demande de membres du groupe nous travaillons à mêler avancées concrètes et actions visibles, avec pour objectif des résultats à moyen terme.

«Aujourd'hui ce qui est en phase dans notre groupe prospectif de Space'ibles avec l'actualité est le fait que l'on parle de réutilisation et d'extension de la durée de vie des objets.»

